

Panorama de Wallis-et-Futuna

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu du Territoire	Mata'Utu
Superficie	142 km ²
Situation géographique	Pacifique Sud ; Paris à 16 000 km, Suva à 780 km, Nouméa à 2 500 km
Langues parlées	Français, Wallisien et Futunien
Monnaie	Franc Pacifique - F CFP - (Code ISO 4217 : XPF) - 1 000 F CFP = 8,38 euros
Statut	Collectivité d'outre-mer à statut particulier
Rang mondial IDH, 2005	53 ^e
Représentation nationale	Un Député, un Sénateur, un Représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Un Préfet, Administrateur supérieur du Territoire

Repères historiques

Le peuplement de Wallis-et-Futuna est issu de la migration des Austronésiens qui colonisèrent vers 1 500 av. J.-C. une partie de la Mélanésie et la Polynésie occidentale. Les Tongiens prirent possession de l'île d'Uvea au XV^e siècle, tandis que les Samoans s'imposèrent à Futuna au XVII^e siècle.

En 1616, Futuna et Alofi furent découvertes par les navigateurs néerlandais Jacob Le Maire et Willem Schouten, qui les baptisèrent « les îles Horn ». Uvea fut à son tour découverte, en 1767, par le navigateur anglais Samuel Wallis qui donna son nom à l'île.

La présence européenne s'intensifia avec l'implantation en 1837 de missionnaires maristes chargés d'évangéliser l'archipel. Une demande de protectorat français émanant de la reine Amelia fut ensuite ratifiée en 1887 pour Wallis-et-Futuna séparément, puis en 1888 pour le protectorat unifié des deux îles.

En 1942, Wallis fut utilisée comme base arrière par les États-Unis pour répondre à l'avancée des troupes japonaises dans le Pacifique. 6 000 soldats s'installèrent sur l'île qui connut alors une période d'abondance. L'après-guerre fut marquée par la crise économique et l'instabilité politique.

En 1959, la population de l'archipel adopta par référendum le statut de Territoire d'outre-mer. La loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 fixe le statut du Territoire, qui a peu évolué depuis.

Organisation institutionnelle

En 2003, l'archipel est devenu une Collectivité d'outre-mer à statut particulier sans que le statut de 1961 soit modifié. En plus des institutions propres à la République, ce dernier reconnaît l'existence des structures coutumières. Cette organisation repose sur les institutions suivantes :

- l'État, représenté par le Préfet, Administrateur supérieur qui assure le pouvoir exécutif de la collectivité. Il est représenté à Futuna par un délégué désigné par arrêté ;
- l'Assemblée territoriale, composée de 20 membres, est l'organe délibérant du Territoire. Ses délibérations ne sont toutefois effectives qu'après approbation de l'Administrateur supérieur ;
- trois circonscriptions, dont le découpage est calqué sur les trois royaumes (Uvea, Alo et Sigave), et dont l'Administrateur supérieur est le chef ;
- les chefferies, une par royaume, comprennent un roi entouré de ministres. Elles gèrent, entre autres, les problèmes fonciers et interviennent dans les affaires courantes du Territoire via le Conseil territorial et les Conseils de circonscription.

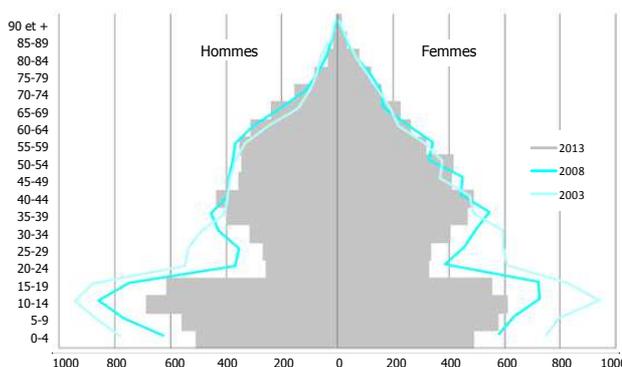
UNE POPULATION DONT LA STRUCTURE ÉVOLUE

Selon le dernier recensement de la population effectué par le Service territorial de la statistique et des études économiques (STSEE), le nombre d'habitants de Wallis-et-Futuna s'élève à 12 197 au 22 juillet 2013. La population a baissé de 9,5 % entre 2008 et 2013. Cette évolution s'explique par la forte émigration des jeunes âgés de 20 à 35 ans ainsi que l'évolution des comportements en matière de natalité. Combinés à la progression de l'espérance de vie à la naissance, il en découle un vieillissement de la population (75,8 ans en 2013). Ainsi, l'âge médian est passé de 28 ans à 32,2 ans entre 2008 et 2013. Les premiers chiffres du recensement de 2018 font état d'une population de 11 562 personnes sur le Territoire, en baisse de 5,2 % par rapport à 2013, dont 8 342 habitants à Wallis (-2,8 % par rapport à 2013) et 3 220 habitants à Futuna (-10,9 %).

Indicateurs démographiques	Wallis-et-Futuna ⁽¹⁾	France ⁽²⁾
Population (France : en millions)	12 197	67,2
Population à Wallis	8 584	
Population à Futuna	3 613	
Part des moins de 20 ans (%)	37,7	24,4
Part des 20-59 ans (%)	48,2	49,9
Part des 60 ans et plus (%)	14,1	25,6
Densité de population (hab/km ²)	86	118 ⁽³⁾
Taux de croissance annuel moyen (% , 2003-2013)	-2,0	0,49 ⁽⁴⁾
Taux de natalité (‰)	14,2	11,4
Taux de mortalité (‰)	5,7	9
Taux de mortalité infantile (‰)	n.d.	3,9
Indice conjoncturel de fécondité	2,1	1,88
Espérance de vie des hommes à la naissance (années)	72,8	79,5
Espérance de vie des femmes à la naissance (années)	78,7	85,3

(1) Recensement STSEE, données à juillet 2013 ; (2) Bilan démographique de l'Insee 2017 ; (3) France métropolitaine ; (4) Entre 2007 et 2017
n.d. : non disponible
Sources : STSEE, Insee

Pyramide des âges comparée



Source : STSEE

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

L'économie de Wallis-et-Futuna est en grande partie soutenue par le secteur administratif qui concentre plus de la moitié de la création de richesses. Le secteur du commerce constitue également un secteur clé pour le Territoire. Il est soutenu par la consommation des ménages et concentre près d'un sixième des effectifs déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna.

Les exportations sont peu significatives du fait de la faiblesse de l'appareil productif et de l'éloignement des marchés potentiels.

En l'absence d'impôts sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés, le produit de la taxation des importations constitue la principale recette budgétaire du Territoire. En 2017, les recettes douanières représentent en effet 71 % des recettes fiscales de l'archipel.

Une inflation annuelle négative

L'IPC global est en recul de 1,2 % en 2017 après avoir enregistré un repli de 2,2 % en 2016. Comme l'année passée, cette évolution résulte de variations contrastées.

En effet, la baisse de l'IPC en 2017 résulte entièrement de la forte chute des prix de l'énergie en lien avec l'application de la péréquation tarifaire entamée en 2016. Les prix moyens de l'énergie ont ainsi chuté de 21,9 % par rapport à 2016. A contrario, les prix de l'alimentaire et des produits manufacturés conservent leur tendance haussière (+3,8 % et +2,4 % respectivement). Les prix des services sont stables en 2017 (+0,4 %).

Dans le cadre de la loi relative à la régulation économique d'outre-mer,

dite « loi contre la vie chère¹ », un accord de modération des prix de produits de grande consommation est désormais signé chaque année entre l'État et les principaux fournisseurs et distributeurs intervenant dans la chaîne d'approvisionnement du Territoire. L'accord du 27 février 2017 a abouti à la modération des prix sur une liste de cinquante-six produits de grande consommation (contre 46 en 2016). Le cout global de ce panier est ainsi plafonné à 43 630 F CFP (contre 39 090 F CFP en 2016).

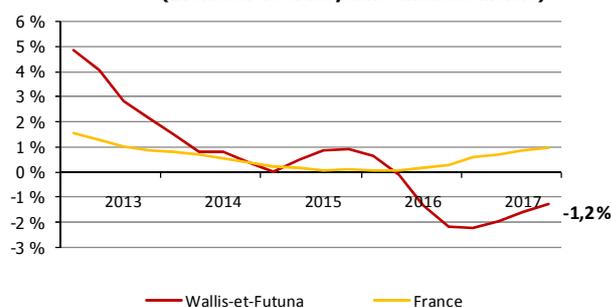
Principaux indicateurs économiques

	Wallis-et-Futuna	France ⁽¹⁾
PIB (milliards de F CFP, 2005)	18 ⁽²⁾	273 473
PIB par habitant (milliers de F CFP, 2005)	1 211 ⁽²⁾	4069,5
Part des administrations publiques dans le PIB (% , 2005)	54,0 ⁽²⁾	16,3
Dépenses de l'État dans la collectivité (milliards de F CFP, 2016)	13,6	-

(1) Les comptes de la Nation en 2017, INSEE ; (2) Estimation.

Sources : CEROM, DFIP de Wallis-et-Futuna, INSEE

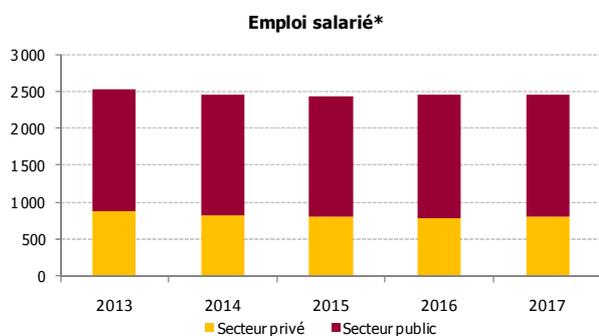
Indice des prix à la consommation (Évolution de la moyenne annuelle mobile)



Sources : STSEE, INSEE

Un niveau d'emploi stable toujours concentré dans le secteur public

En 2017, on dénombre 2 446 salariés déclarés localement et en dehors du Territoire. La répartition de l'emploi entre secteur public et secteur privé reste similaire aux années précédentes avec deux tiers des salariés déclarés employés dans le secteur public ou semi-public. On notera néanmoins une légère baisse de l'emploi public (-1,6 %) pendant que l'emploi privé progresse de 3,7 % sur l'année. La croissance de l'emploi privé en 2017 s'explique par l'ouverture de plusieurs petits commerces mais également par de meilleures déclarations auprès de la CPSWF. L'emploi dans le secteur de la construction est en croissance de 9,1 % en raison de travaux en lien avec l'installation du câble haut débit. Le Territoire est cependant en attente de chantiers publics importants et d'un rebond de la demande privée aujourd'hui faible en raison d'absence de crédits à l'habitat.



* Emploi déclaré à la CPSWF au 30/06
Sources : CPSWF, Administration supérieure, Vice-rectorat

	2013	2017	2017/2013 ⁽¹⁾
Emploi total	2 529	2 446	-0,8%
Industrie /agriculture	98	92	-1,6%
BTP	134	60	-18,2%
Commerce	291	268	-2,0%
Services marchands	348	393	3,1%
Services non marchands	1 658	1 633	-0,4%

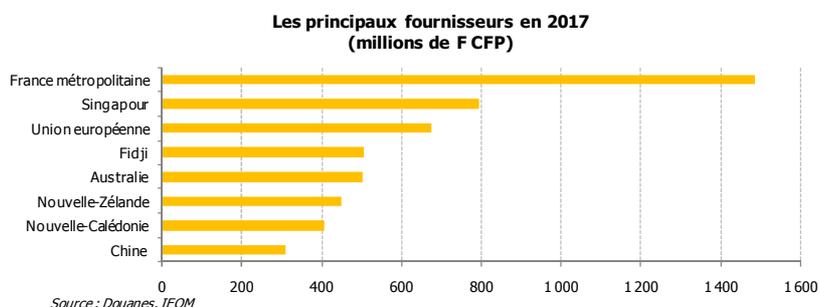
(1) Taux de croissance annuel moyen

Un Territoire dépendant de l'extérieur

Wallis-et-Futuna exporte très peu et doit s'approvisionner en grande partie à l'extérieur. La métropole demeure le principal fournisseur de l'archipel en dépit de son éloignement (24,3 % des importations totales). Singapour, qui fournit la grande majorité des produits énergétiques, est le deuxième fournisseur de l'archipel. En 2017, l'Union européenne occupe la troisième place et sa part de marché se stabilise à 11 % après avoir connu une croissance continue depuis 2010. Fidji devient le quatrième fournisseur du Territoire avec une part de marché à 8,3 %. Nouvel arrivant au sein de ce classement, l'Australie progresse fortement et vient se classer à la cinquième place. Les importations en provenance de ce pays ont progressé de 26,9 % et représentent ainsi 8,2 % des importations totales.

Importations en valeur (millions de F CFP)	2017
Industries agricoles et alimentaires	1 537
Énergie	808
Industries des biens de consommation	948
Industries des biens intermédiaires	842
Industries des biens d'équipement	1 220
Industrie automobile	531
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	216
Total	6 100

Source : Douanes



Source : Douanes, IEOM

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'économie de l'archipel de Wallis-et-Futuna se caractérise par l'importance du secteur administratif, moteur de l'activité locale. Ainsi, les autres secteurs (commerce, BTP et autres services) dépendent fortement du secteur public via les salaires versés, les projets d'envergure, les travaux d'investissements, etc.

Principaux indicateurs sectoriels	2017	2017/ 2007 ⁽¹⁾
Importations de ciment (millions de F CFP)	27	-11,3%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	97	-2,1%
Nombre d'entreprises (patentes)	609	n.d.
dont agriculture, élevage, pêche (%)	19	
dont construction (%)	11	
dont commerce (%)	31	

	2017	2017/ 2007 ⁽¹⁾
Marchés publics notifiés secteur BTP (millions de F CFP)	474	n.d.
Élèves scolarisés - 1 ^{er} et 2 ^d degré (nombre)	3 310	-3,3%
Trafic aérien international (nombre de passagers)	30 467	1,8%
Trafic aérien domestique (nombre de passagers)	14 298	0,8%

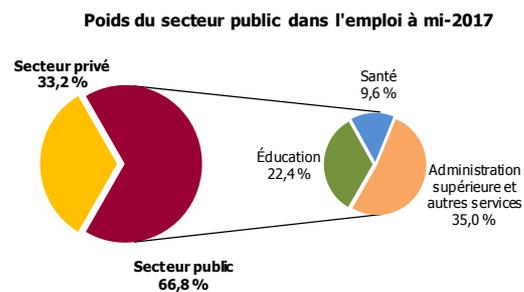
(1) Taux de croissance annuel moyen ; n.d. : non disponible.

Sources : Douanes et Contributions diverses, Cellule des marchés publics, CPSWF, Aviation civile, Vice-rectorat

Un secteur public, moteur de l'économie

Le secteur non marchand est le premier employeur du Territoire (66,8 % des salariés déclarés). L'éducation concentre 22,4 % de l'ensemble des salariés et près de la moitié d'entre eux sont détachés pour des contrats de deux à quatre ans sur l'archipel. L'Agence de santé, sur laquelle repose le système de santé de Wallis-et-Futuna, emploie 9,6 % du total des salariés déclarés.

En 2017, la contribution de l'État au financement de l'économie locale s'élève à 13,6 milliards de F CFP, soit un flux en hausse de 8,3 % par rapport à 2016. Les dépenses de personnel, qui correspondent au paiement des salaires des fonctionnaires d'État détachés sur l'archipel, représentent désormais 46,6 % des transferts de l'État sur le Territoire. La commande publique est en croissance en 2017, le montant des marchés publics dans le secteur du BTP a été multiplié par deux en un an. Cette commande publique demeure néanmoins faible depuis 2013 en l'absence de gros chantiers qui viendraient dynamiser ce secteur.

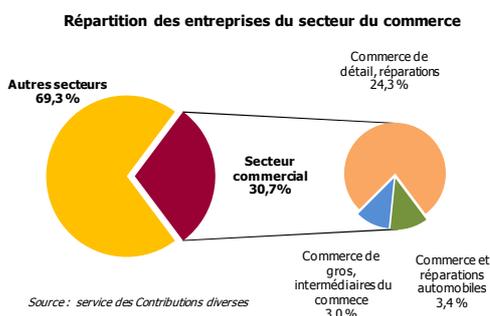


Sources : CPSWF, Administration supérieure, Vice-rectorat

Un secteur du commerce prépondérant dans le secteur privé

À fin 2017, on décompte 187 entreprises patentées dans le secteur du commerce soit, 30,7 % des entreprises de l'archipel.

Moteur de l'économie, le secteur commercial emploie 268 personnes, soit 11 % de l'ensemble des salariés déclarés à la CPSWF et 33,0 % des effectifs déclarés dans le seul secteur privé. L'économie wallisienne est entièrement orientée vers la satisfaction de la demande intérieure, ce qui explique la prépondérance du secteur du commerce en termes d'emploi dans le secteur privé.



Source : service des Contributions diverses

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Une seule banque de détail est implantée sur l'archipel depuis une vingtaine d'années, la Banque de Wallis-et-Futuna (BWF). La Direction des finances publiques des îles Wallis-et-Futuna assure parallèlement des services bancaires aux particuliers tant à Wallis qu'à Futuna. D'autres institutions interviennent sur le Territoire : l'AFD, la BEI et des banques calédoniennes. Depuis 2009, l'Adie propose également des microcrédits aux petites structures (souvent des entrepreneurs individuels).

Au 31 décembre 2017, l'encours sain des crédits accordés à Wallis-et-Futuna s'élève à 3,8 milliards de F CFP, dont 45 % octroyés par l'établissement de crédit local. Cet encours est en croissance de 37 % en 2017 en raison de l'emprunt du Territoire en lien avec l'installation du câble numérique. L'encours des crédits accordés aux entreprises est stable (-0,3 %) et s'établit désormais à 804 millions de F CFP. L'encours des crédits destinés aux ménages progresse de 6,1 % sur l'année et atteint 1,6 milliard de F CFP.

Indicateurs monétaires et financiers	2007	2017
Masse monétaire (millions de F CFP)	6 252	7 101
Position extérieure nette bancaire (millions de F CFP)	2 996	1 364
Nombre d'habitants par guichet bancaire	4 387	3 706
Nombre d'habitants par guichet automatique	13 732	5 800
Nombre de comptes de dépôts à vue par habitant	0,34	0,45
Actifs financiers des agents économiques ¹ (millions de F CFP)	4 430	4 935
Encours sains des agents économiques ¹ (millions de F CFP)	1 318	1 725
Taux de créances douteuses - ensemble des concours (%)	17,5	3,2

(1) Au près des établissements de crédits locaux.

Source : IEOM

La position extérieure nette des établissements de crédit demeure excédentaire, à 1,4 milliard de F CFP fin 2017.

Indicateurs entreprises	2017	Indicateurs ménages	2017
Actifs financiers ¹ (millions de F CFP)	2 305	Actifs financiers ¹ (millions de F CFP)	1 915
Concours bancaires ² (millions de F CFP)	804	Concours bancaires ² (millions de F CFP)	1 573
Part des crédits d'exploitation (%)	10,3	Part des crédits à la consommation (%)	94,0
Part des crédits d'investissement (%)	69,4	Part des crédits à l'habitat (%)	6,0
Part des crédits à la construction (%)	4,4		
Personnes morales en interdiction bancaire	16	Personnes physiques en interdiction bancaire	216
(1) Au près des établissements de crédits locaux		(1) Au près des établissements de crédits locaux	
(2) Concours sur l'ensemble des établissements de crédits		(2) Concours sur l'ensemble des établissements de crédits	

Source : IEOM

Source : IEOM

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2017 sauf indication contraire.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : S. ATTALI

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : novembre 2018 – Dépôt légal : novembre 2018 – ISSN 1968-6277